



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Les Clefs du Trésor

Nos dernières publications

Blog d'Agnès Bénassy Quéré

L'offre et la demande, saison 2021

Trésor Éco

Les stratégies nordiques pour le climat, le 20 mai

Prochaines éditions des Clefs du Trésor

Vendredi 2 juillet de 11 h 30 à 12 h 30

Programme de l'édition du jour

Présentation n°1 : **Le Plan d'action interministériel sur la lutte contre le blanchiment et la lutte contre le financement du terrorisme (LCBFT) par Didier Banquy**, président du Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (COLB)

Présentation n°2 : **Les enjeux de politique monétaire en 2021 et la question du risque d'inflation, par Antonin Aviat**, sous-directeur Diagnostic et prévisions (PREV) au sein du Service des Politiques Macroéconomiques et des Affaires Européennes

Contact relations institutionnelles

Baptiste Ledan, conseiller Parlement et relations institutionnelles, baptiste.ledan@dgtresor.gouv.fr

1. Présentation du plan d'action interministériel lcb-ft (2021-2022)

**Didier Banquy, président du Conseil d'orientation de la lutte contre
le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme
(COLB)**



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Elaboration du plan d'action interministériel LCB-FT

Le plan d'action est le fruit d'un **travail interministériel mené sous l'égide du Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (COLB)**.

Signé par le Premier ministre et cinq ministres (Economie, finance et relance, Justice, Intérieur, Outre-mer, Comptes publics), ce plan fixe un **cadre d'action pour les deux années à venir en matière LBC-FT**.

Il s'appuie sur les enseignements de l'**analyse nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (BC-FT)** en France publiée en septembre 2019 ainsi que sur les travaux conduits dans le cadre de l'évaluation de la France par le GAFI.

Le plan d'action est complémentaire des mesures prises en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le cadre des **stratégies interministérielles fixées pour les grandes menaces sous-jacentes** (fraudes, trafic de stupéfiants, corruption, traite d'êtres humains, travail illégal, radicalisation et terrorisme).



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les cinq axes prioritaires du plan d'action interministériel LCB-FT

Cinq axes prioritaires ont été définis, déclinés en actions qui s'échelonneront jusqu'à 2022 :

1. Mobiliser tous les acteurs pour prévenir les risques sur l'ensemble du territoire
2. Garantir la transparence financière
3. Consolider notre capacité de détection, de poursuite et de sanction du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et de la prolifération
4. Entraver l'accès des terroristes et de leurs réseaux au système financier
5. Renforcer le pilotage et la coordination de la politique nationale de LCB-FT



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

1. Renforcement de la supervision LCB-FT : mobiliser tous les acteurs pour prévenir les risques sur l'ensemble du territoire

- Continuer à assurer une **supervision du secteur financier** toujours plus performante, efficace et ciblée sur les risques ;
- Intensifier la **supervision LCB-FT sur les activités à risque du secteur non financier**, notamment s'agissant des métaux précieux et des pierres précieuses, de l'immobilier, des agents sportifs ou de l'art ;
- Renforcer le **pilotage et le suivi de l'action des autorités de contrôle LCB-FT** (plans de contrôles, actions de suivi et de remédiations, et sanction le cas échéant) ;
- Continuer à assurer la **mise en œuvre effective et homogène des obligations LCB-FT en outre-mer** (détails dans la slide suivante).



- Ouverture gratuite et en *open data* du **registre des bénéficiaires effectifs des personnes morales** ;
- **Renforcer la transparence financière des associations**, notamment s'agissant de la pratique du mécénat :
 - *demander aux organismes sans but lucratif délivrant des reçus fiscaux à leurs donateurs de déclarer chaque année le montant cumulé des dons et du nombre de reçus délivrés ;*
 - *nécessité de disposer d'un reçu de l'organisme bénéficiaire du don sera étendue aux entreprises ;*
 - *étendre la suspension des avantages fiscaux des mécènes aux condamnations se rapportant au recel, au blanchiment, à des actes de terrorisme, et, sous réserve de l'adoption de cette nouvelle disposition dans le code pénal, à la mise en danger de la vie d'autrui par la diffusion d'informations.*



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

3. Consolider notre capacité de détection, de poursuite et de sanction du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et de la prolifération

- **Renforcer les prérogatives de Tracfin** en élargissant la portée et l'utilisation du droit d'opposition pour permettre d'intercepter des flux illicites et empêcher leur réalisation ;
- **Consolider la logique partenariale public-privé** en systématisant, dans le respect de la confidentialité, les retours de Tracfin aux autorités de contrôle du secteur non-financier sur les suites données aux déclarations de soupçon et leur qualité, ainsi que sur l'utilisation du renseignement financier par les autorités de poursuite ;
- **Animer un réseau de référents blanchiment dans tous les parquets ;**
- **Réunion annuelle du COLB** entre les autorités de contrôle des professionnels assujettis et les autorités répressives, afin de faciliter le partage d'analyse des différentes autorités et de faire un retour d'expérience sur les typologies rencontrées.



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

4. Entraver l'accès des terroristes et de leurs réseaux au système financier

- Continuer à mandater les autorités de contrôle LCB-FT pour **vérifier le respect des mesures de gels des avoirs** par toutes les entités assujetties, en poursuivant les efforts sur le secteur financier, déjà particulièrement mobilisé, et en les **intensifiant dans le secteur non-financier** ;
- **Réduire l'anonymat en particulier dans l'utilisation des modes de paiement innovants**, dans la lutte contre le financement du terrorisme :
 - Rendre obligatoire le respect des obligations LCB-FT par toutes les plateformes de services d'actifs numériques ;
 - Rendre obligatoire l'identification des personnes qui achètent des cartes prépayées pouvant être converties en crypto-actifs ainsi que toute personne qui procède à des transactions en crypto-actifs, même occasionnelles ;
 - Interdire la tenue de comptes anonymes.
- **Renforcer les contrôles et le suivi des organismes à but non lucratifs qui présentent des risques en matière de financement du terrorisme** afin d'éviter leur dévoiement, notamment à travers un contrôle accru des structures bénéficiant de dons étrangers.



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

5. Renforcer le pilotage et la coordination de la politique nationale de LCB-FT

- **Continuer de faire du COLB le lieu principal des échanges interministériels**, du partage de notre compréhension des risques, de la définition de nos priorités politiques et de la coordination de notre action (réseau de correspondants LCB-FT ; rapport annuel du COLB ; actualisation de l'analyse nationale des risques) ;
- **Développer l'usage des technologies informatiques dans les activités de supervision** dans le secteur financier et non-financier ;
- **Développer le recours à l'intelligence artificielle** pour rendre encore plus efficient le traitement des déclarations de soupçon par Tracfin ;
- **Développer des statistiques fiables, exhaustives et cohérentes** entre les différents acteurs ministériels impliqués (objet d'une mission quadripartite IGF, IGJ, IGA, IG INSEE) ;
- **Intensifier la coopération au niveau international (GAFI) et au niveau européen** en soutenant le plan d'action proposé par la Commission européenne destiné à renforcer la supervision LCB-FT en Europe.



GOVERNEMENT

Les liens utiles

*Liberté
Égalité
Fraternité*

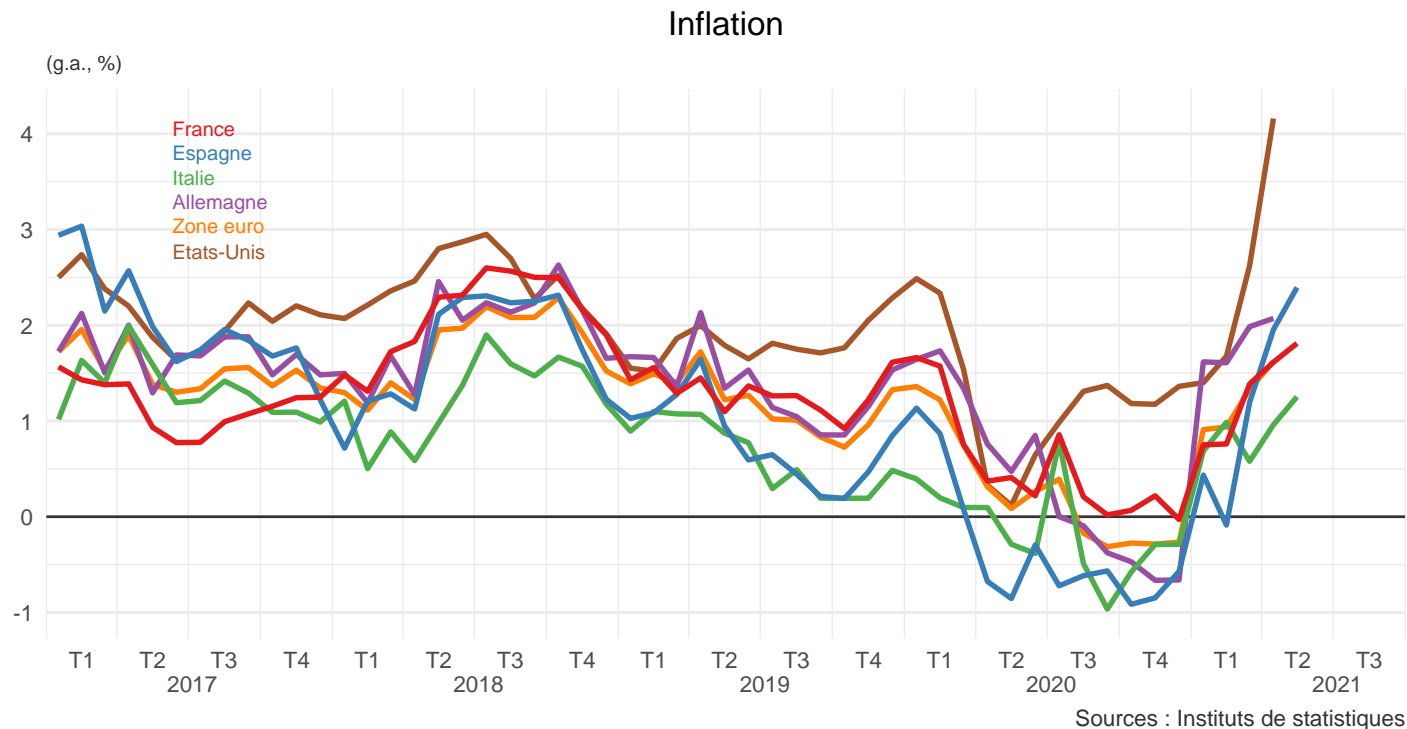
- **<https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/tout-savoir-sur-les-personnes-et-entites-sanctionnees>**
- **L'INPI registre des bénéficiaires effectifs : <https://www.inpi.fr/fr/beneficiaires-effectifs>.**

Vos questions

2. Politique monétaire et inflation

Antonin Aviat, sous-directeur Diagnostic et prévisions (PREV)

[Conjoncture] Un fort rebond de l'inflation en 2021 dans les économies développées...



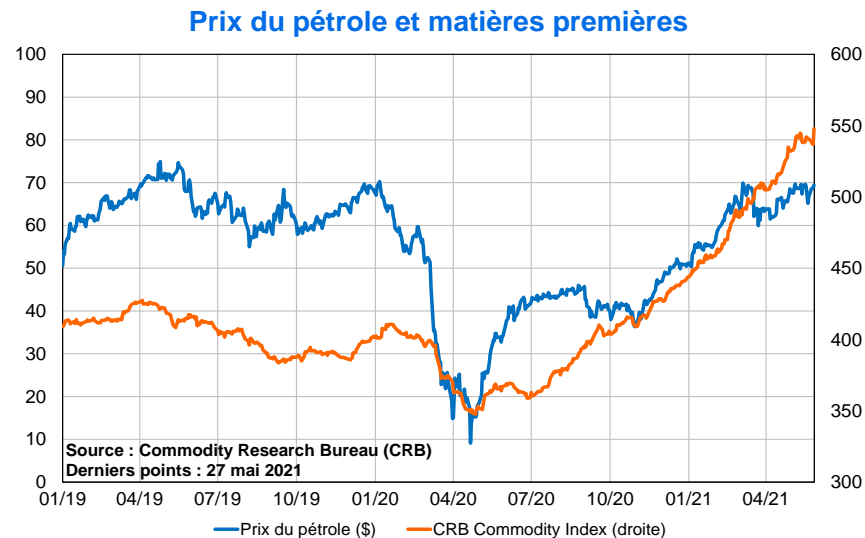
[Conjoncture] Un fort rebond de l'inflation en 2021 dans les économies développées...

Inflation plus dynamique depuis début 2021 :

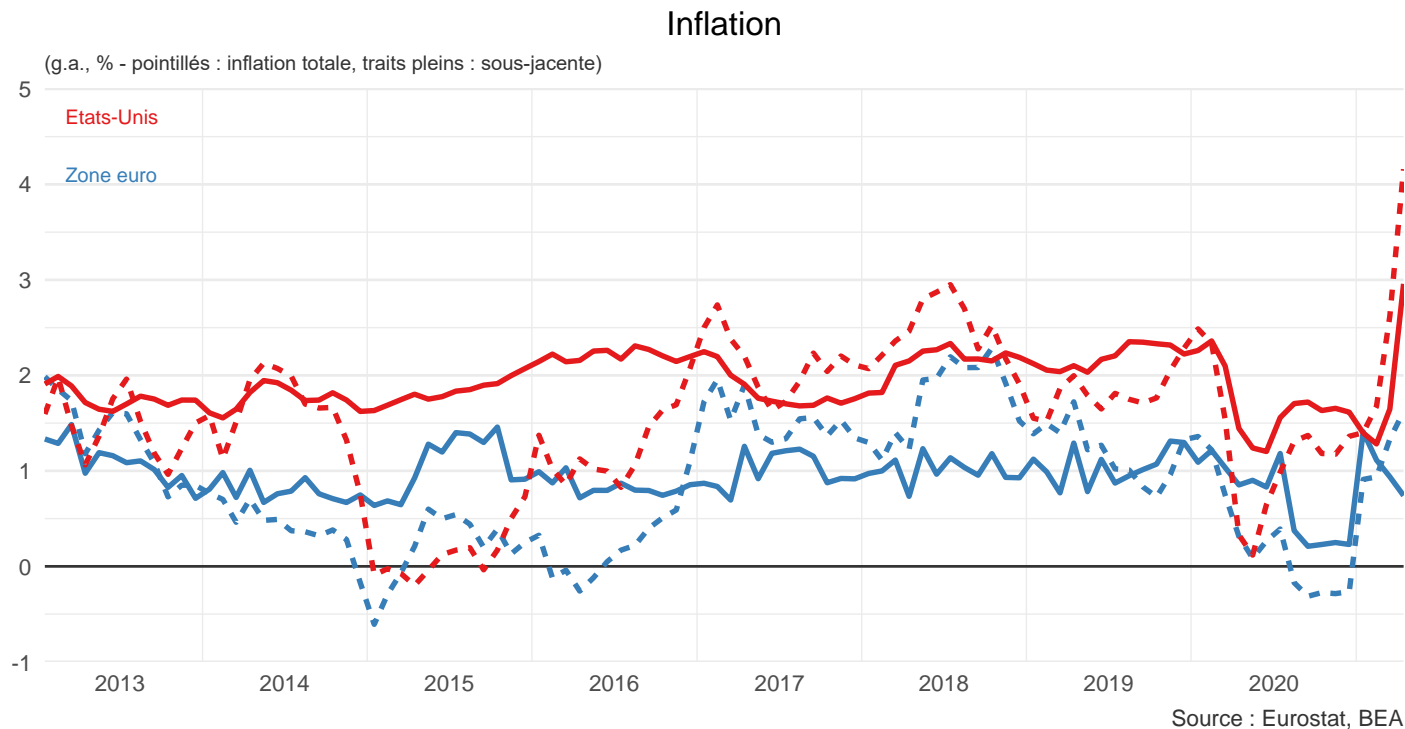
- rebond marqué des prix du pétrole
- réouverture des économies

Craintes de tensions inflationnistes à venir :

- matières premières
- transport maritime
- politique économique accommodante



[Conjoncture] Un fort rebond de l'inflation en 2021 dans les économies développées...



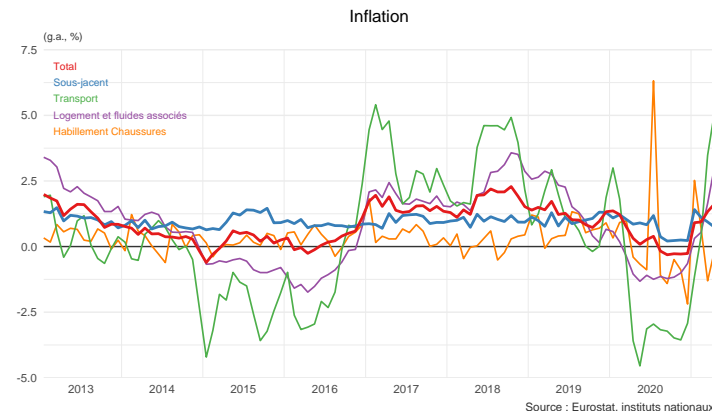
[Conjoncture] ... lié principalement à des facteurs techniques et temporaires en zone euro...

Fortes effets de base et volatilité attendus en 2021 :

- Le calendrier des mesures de soutien perturbe fortement la dynamique des prix :
 - baisse de la TVA allemande
 - décalage des soldes

Déformation de la structure de la consommation :

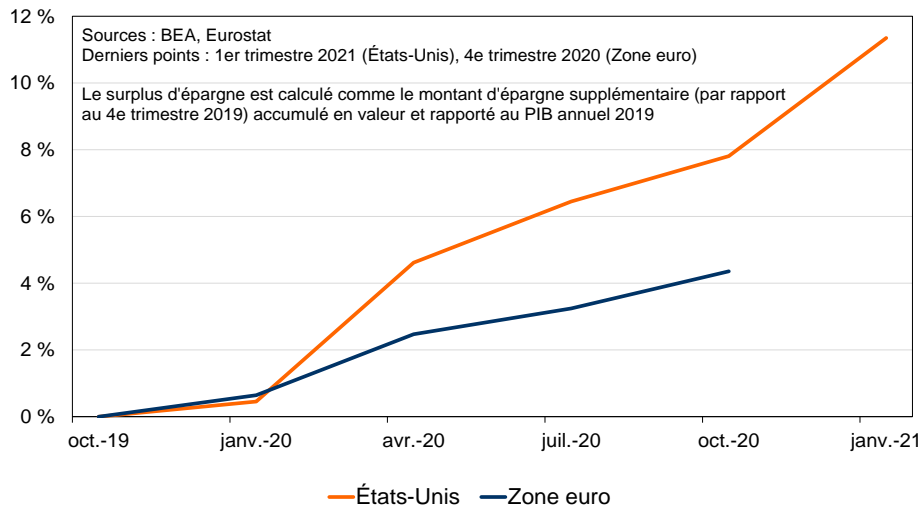
- la réévaluation des poids de l'IPCH a contribué à la vigueur du rebond de l'inflation début 2021



[Conjoncture] ...et plus vigoureux aux États-Unis

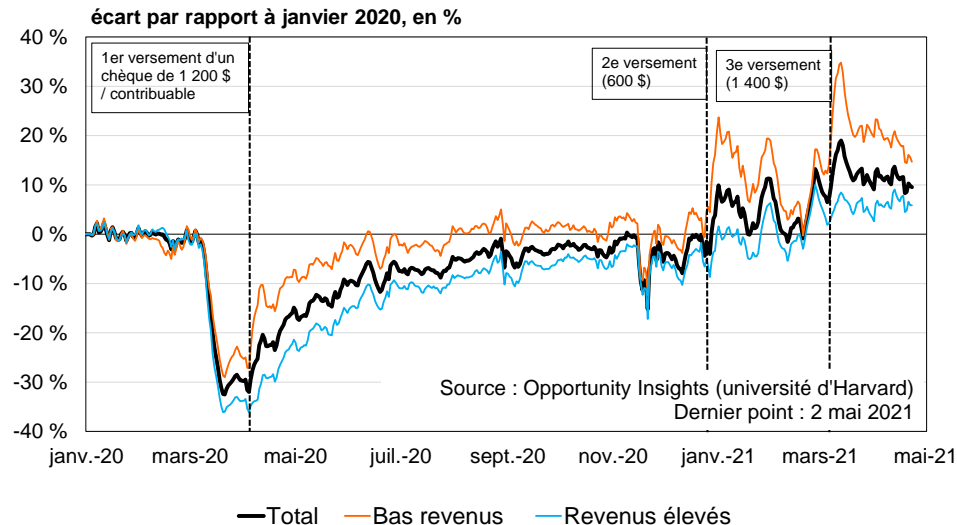
- Un débouclage partiel de la **surépargne accumulée** pourrait également jouer

Surplus d'épargne accumulé (% du PIB 2019)



- Une **réouverture rapide** de l'économie, qui favorise l'absorption de **transferts monétaires conséquents**

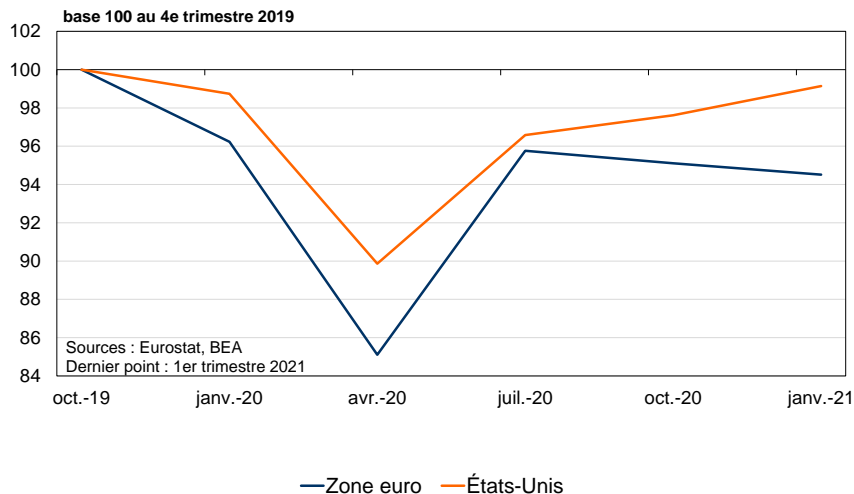
États-Unis : dépenses de consommation par cartes bancaires



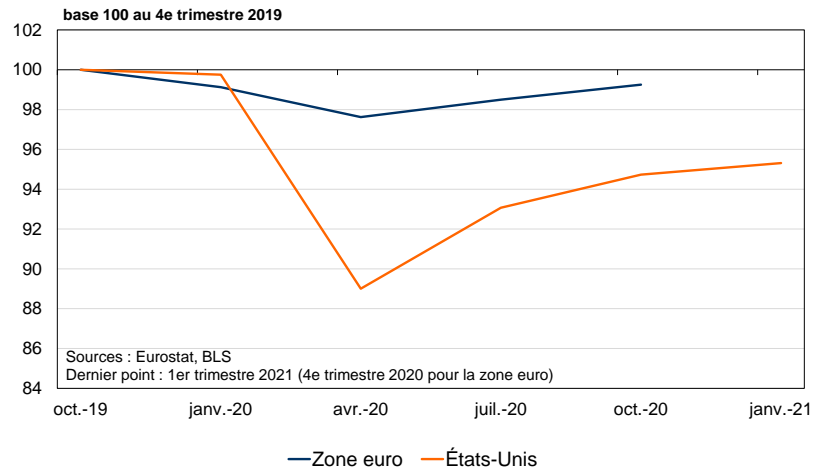
[Conjoncture] Des reprises inégales en zone euro et aux États-Unis

- **Un rattrapage économique encore partiel** qui incite les banques centrales à la prudence
- Un rattrapage d'activité certes **plus avancé aux États-Unis**, mais avec un **marché du travail encore dégradé**

Évolution du PIB réel



Évolution du taux d'emploi des 25-54 ans



[Politique monétaire] Une politique monétaire accommodante

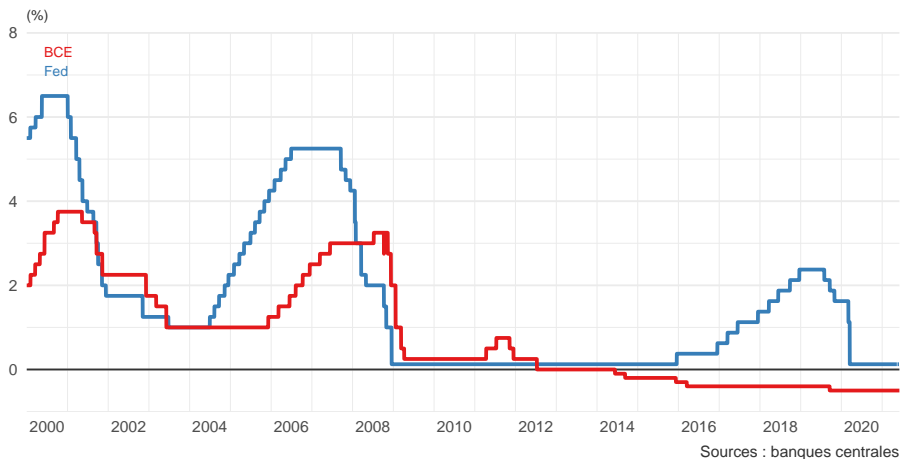
BCE : une politique très accommodante depuis le début de la pandémie

- achats du PEPP jusqu'en mars 2022
- revue stratégique en septembre

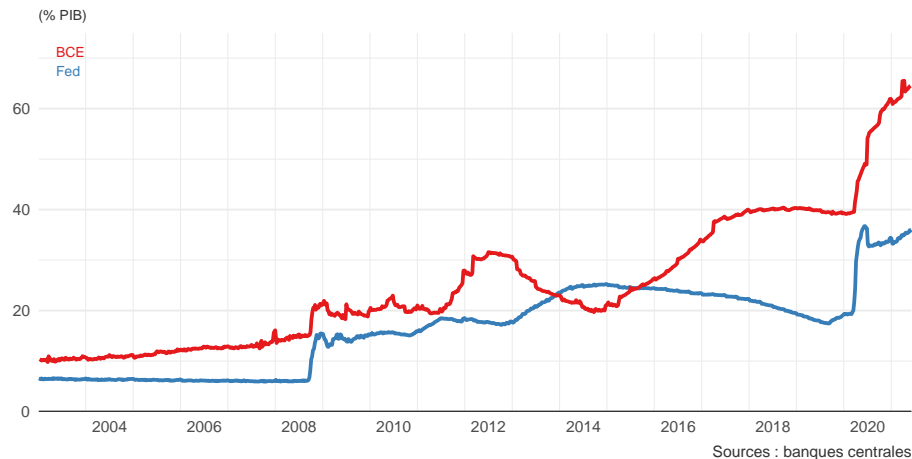
Fed : incertitudes sur l'horizon de normalisation

- potentielles pressions inflationnistes
- cadre révisé à l'été 2020

Taux directeurs



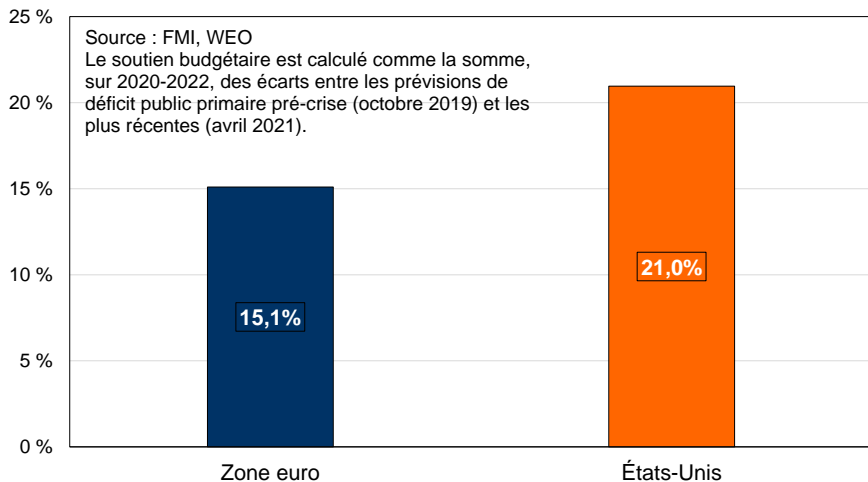
Bilans des banques centrales



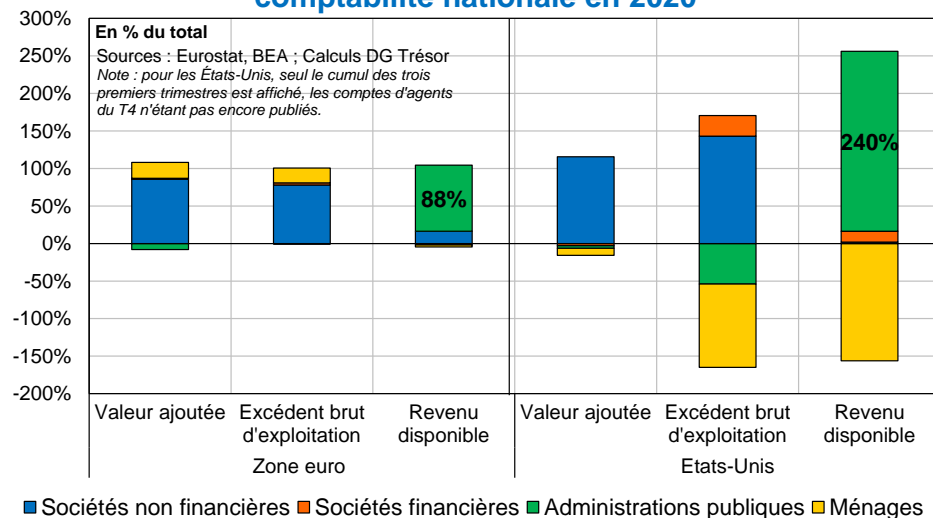
[Politiques budgétaires] Un soutien budgétaire d'ampleur inédite de part et d'autre de l'Atlantique

- Un calibrage budgétaire différencié, qui s'explique par des modèles socio-économiques distincts
- La capacité à absorber le choc de revenus des ménages et entreprises a été éprouvée en 2020

Soutien budgétaire cumulé 2020-2022, en % du PIB



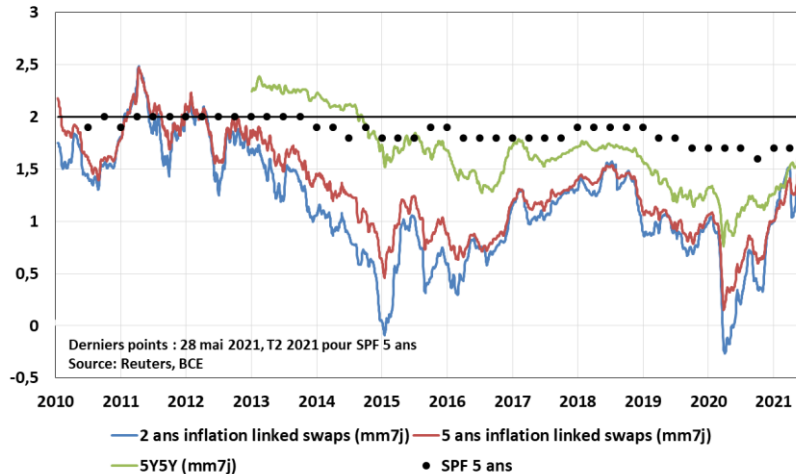
Part du choc absorbé par chaque agent de comptabilité nationale en 2020



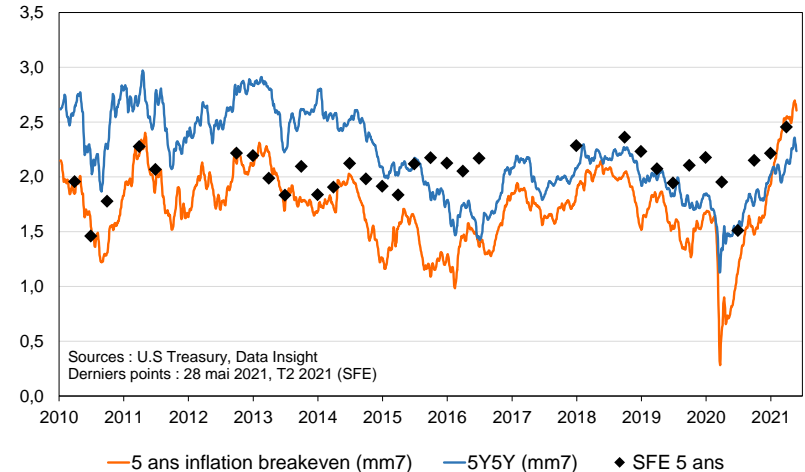
[Marchés financiers] Les anticipations d'inflation à long terme se redressent, mais restent à distance de la cible en zone euro

- Les anticipations d'inflation en zone euro à long terme restent en deçà de la cible de la BCE, à 1,5 % pour le 5Y5Y.
- En revanche, aux États-Unis, elles se situent autour de 2,3 % pour le 5Y5Y et à 2,6 % à 5 ans , un niveau jamais atteint au cours de la dernière décennie.

Anticipations d'inflation en zone euro (%)



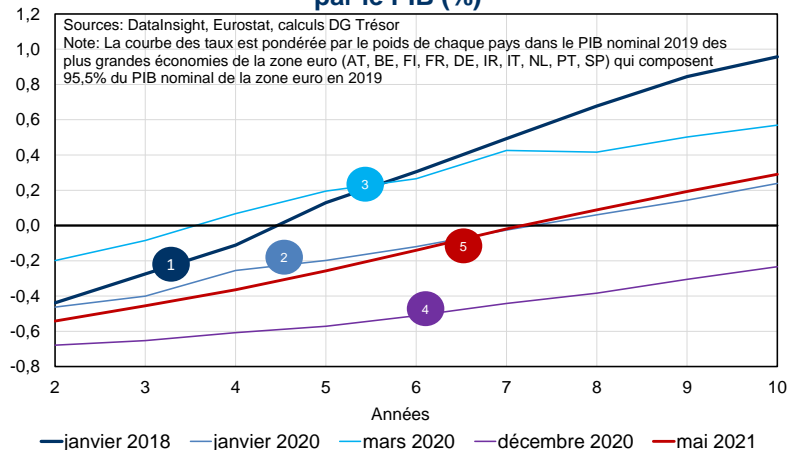
Anticipations d'inflation aux États-Unis, en %



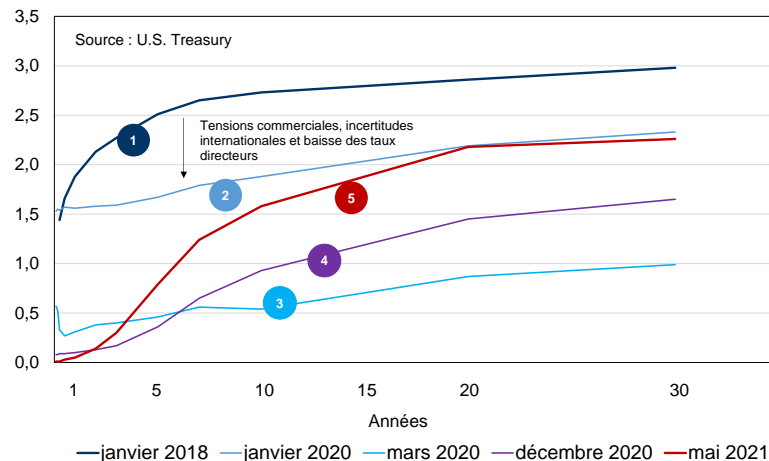
[Marchés financiers] Une remontée des taux souverains est intervenue depuis début 2021

- Une remontée des taux tirée par la **normalisation des anticipations d'inflation**
- Des **conditions de financement qui restent assez différenciées entre les États-Unis et la zone euro**, malgré une convergence suite à la crise de la Covid

Zone euro: courbe des taux souverains pondérée par le PIB (%)



États-Unis : courbe des taux souverains



Vos questions

Merci de votre attention

www.tresor.economie.gouv.fr

